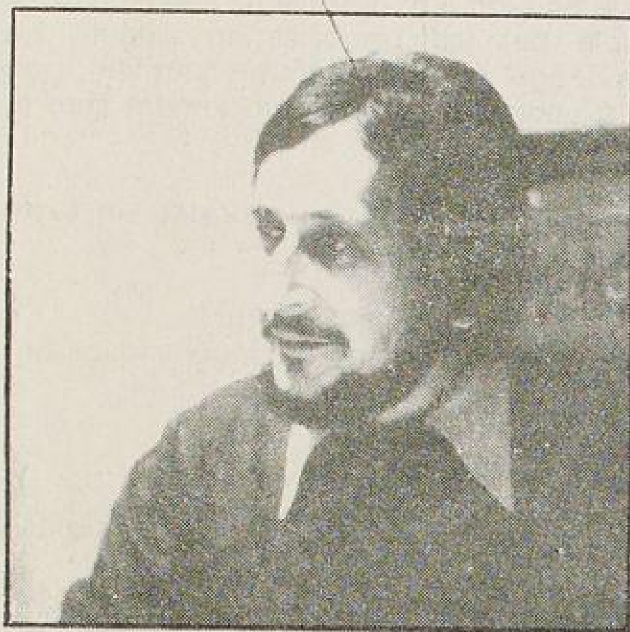


Élections législatives de mars 1978 – 8e circonscription du Rhône

Le FRONT d'UNITÉ POPULAIRE

présente



Candidat

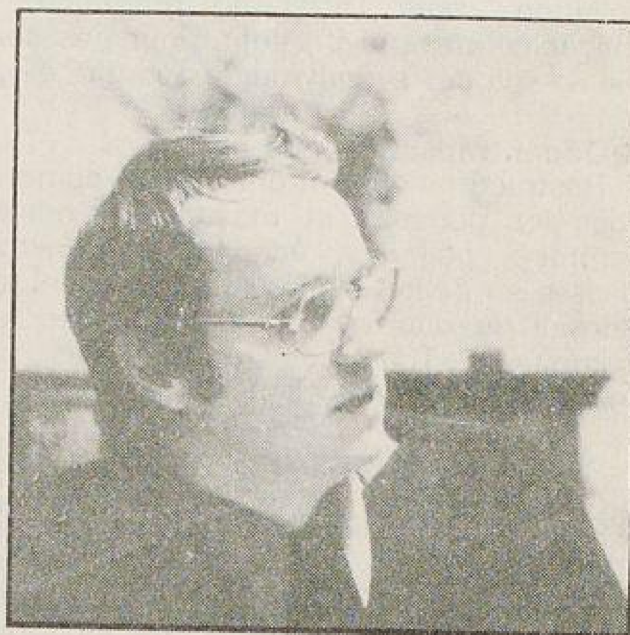
Daniel
MARTIN

Cheminot

Suppléant

Roger
FRETY

Instituteur



Daniel Martin, 33 ans, marié, deux enfants, issu d'un milieu ouvrier, il a dû comme des milliers d'autres jeunes quitter sa région, le midi méditerranéen, pour trouver du travail. Comme des millions de travailleurs, il doit faire face aux difficultés inhérentes à leur vie quotidienne (boucler les fins de mois).

– en 1962, il adhère au PCF et y milite pendant plus de 10 ans

– il est également militant et délégué syndical

– il ne cesse de ressentir de profondes contradictions entre la réalité d'une situation exigeant des moyens de lutte et d'action que souhaitent les travailleurs et les décisions imposées par des appareils politiques et syndicaux qui engagent le mouvement ouvrier dans la voie de l'attentisme et du défaitisme

– aujourd'hui il s'engage dans le construction du front qui correspond à une dynamique indispensable au mouvement ouvrier pour lui permettre de faire face aux difficultés à venir.

Roger Frety, 30 ans, marié, un enfant, fils de paysan pauvre. la réalité à laquelle il est confronté est celle de l'exploitation des ouvriers de la terre, les journées de 14 heures sans jamais de vacances, les échéances du fermage et les traites du Crédit Agricole.

C'est aussi la difficulté de lutter dans ce milieu où au nom de l'«intérêt commun» gros et petits paysans se retrouvent dans le même «syndicat» ; où l'on entretient la méfiance vis-à-vis de la classe ouvrière, où l'on fait appel à la fatalité pour justifier les inégalités sociales.

Comme pour beaucoup, mai 68 marque un tournant — c'est la découverte de la puissance de la classe ouvrière et de ses aspirations au socialisme.

Tirant le bilan politique de ses expériences, il rejoint les rangs des révolutionnaires.

Instituteur à Givors, militant syndicaliste, il s'attache à se lier à la classe ouvrière, à participer à ses luttes.

A l'occasion des élections, des militants (politiques, syndicaux, écologistes) de la région givordine ont décidé de se regrouper dans une structure de lutte et d'action autonome : le Front d'Unité Populaire qui continuera à développer son activité après les élections. Si cette initiative est locale, elle n'est pas isolée.

Construire une force capable d'en finir avec la politique de droite

Tandis que les capitalistes accumulent des profits géants, patronat et pouvoir ne cessent de demander aux travailleurs de consentir de nouveaux sacrifices.

Dans les usines, l'accélération des cadences, les compressions d'effectifs, font de l'ouvrier une machine à produire ; l'usure et la fatigue dépassent les limites du supportable ; le chômage ne cesse de s'amplifier frappant plus particulièrement les femmes, les jeunes et les immigrés.

La durée du travail est l'une des plus longues du monde.

Des millions de Français, notamment les personnes âgées et les handicapés, vivent dans le dénuement, dans la gène ; des millions d'autres voient leurs ressources rongées par une fiscalité injuste et écrasante ; le petit paysan est chassé de sa terre, l'artisan et le petit commerçant écrasés par les exigences du grand capital.

Des régions entières se dépeuplent, obligeant les jeunes à s'expatrier, alors que se développent des villes gigantesques.

On met en œuvre une politique nucléaire démentielle ; une politique énergétique anarchique, dont le seul but est de servir les intérêts privés de la grande industrie.

Construire une force capable d'imposer les véritables revendications populaires issues des luttes

Quel que soit le résultat des élections, aucun probleme ne sera résolu. La crise sera toujours là : la politique d'austérité continuera. Pour y faire face, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes. Demain comme toujours, seule la lutte paiera.

La plate-forme du F.U.P. reprend toutes les revendications des luttes et actions des travailleurs. Ne pouvant les exposer ici dans le détail, nous en reprenons l'essentiel.

● **Développons nos droits politiques :**

A travers nos revendications :

pour l'extension des droits de réunion, de manifestation, de presse.

mêmes droits pour les immigrés

contre la répression et le fichage policier, c'est vers une conception totalement différente de la démocratie que nous voulons.

● La terre à ceux qui la travaillent

Les paysans pauvres et les ouvriers agricoles affirment leur refus du développement capitaliste de l'agriculture, et leur volonté de se ranger résolument aux côtés de la classe ouvrière.

● Transformer le cadre de vie

Pour être mieux logés ; pour des transports en commun prioritaires ; pour une lutte effective contre toutes les formes de pollution ; pour l'arrêt du programme nucléaire ; pour une médecine préventive ; enfin pour une société où la qualité de la vie ne soit pas synonyme de quantité de produits consommés.

● Décentralisation des pouvoirs

Restructuration territoriale de la commune qui doit disposer de tous les pouvoirs et moyens en matière d'aménagement du territoire, politique, économique, énergétique... elle doit être divisée en petites unités (quartier) dont la population désigne un conseil de quartier qui mandate des représentants au conseil communal. Tous ces représentants sont révocables à tout instant.

**● Imposons nos revendications.
Développons nos droits syndicaux**

A travers nos exigences immédiates sur les salaires, la hiérarchie, les conditions de travail et d'emploi, c'est l'affirmation du refus de payer la crise quel que soit le gouvernement en place.

— Pour une vraie justice fiscale frappant les gros revenus.

— À travers l'extension de nos libertés syndicales, nous affirmons notre volonté de balayer les rapports capitalistes dans l'entreprise et d'aller vers le pouvoir aux travailleurs.

Les Femmes du Peuple par leur mobilisation exigent un emploi ; à travail égal salaire égal ; non à la double journée ; non à l'oppression des femmes ; contraception et avortement libre et gratuit.

● Développons la solidarité avec tous les peuples en lutte pour leur indépendance.

— refusons l'Europe policière des Giscard-Schmidt

— ne laissons pas les deux superpuissances s'ingérer dans nos affaires.

Construire une force capable de s'opposer aux tentatives de divisions des partis de gauche qui chercheront à utiliser les travailleurs pour leurs propres projets

Face à la faillite de cette droite, de nombreux travailleurs pensaient encore il y a quelques mois que l'Union de la gauche constituait un recours, un espoir, enfin une possibilité de changement. Même si un accord reste possible, les divergences apparues lors de la renégociation du programme commun ont confirmé l'existence de deux projets différents.

Que pouvons-nous attendre du PS ?

Pour le PS, les nationalisations sont simplement un moyen pour le gouvernement d'orienter la politique économique ; le secteur privé reste très largement majoritaire, la concurrence et le profit sont conservés ainsi que les structures capitalistes de l'entreprise (patron souverain, hiérarchie...). Pour cela, de simples prises de participations majoritaires du gouvernement dans les entreprises lui suffisent.

L'essentiel, ce sont ses propositions dans le domaine économique et social pour sortir de la crise. Là, ce serait l'austérité comme l'a conduite Barre, comme la conduisent les «socialistes» allemands, anglais et portugais.

Si Mitterrand pense réussir, c'est qu'il compte sur le consensus social qu'il espère obtenir grâce à son vernis de gauche.

Le programme commun de 1972 a redonné au PS une image de gauche. Devenu le premier parti de France, il veut avoir les mains libres pour gérer loyalement le capitalisme en faisant payer la crise aux travailleurs.

Où en est le PCF ?

Depuis plusieurs années, il tente de s'attirer des ingénieurs, des cadres, des technocrates intellectuels, ainsi qu'une partie des couches moyennes : paysans moyens, petits et moyens patrons qui n'ont pas véritablement le pouvoir aujourd'hui. Ce que propose le PCF, c'est de placer, soit directement, soit indirectement, ces couches aux postes de commande d'un secteur nationalisé important.

Ce projet nous inquiète :

— Parce que les travailleurs, dans le cadre de ce que le PCF appelle la gestion démocratique, seront simplement consultés, les décisions appartenant aux spécialistes, aux délégués, aux élus.

— Parce que le PCF est un parti bureaucratique, centralisateur, où une seule poignée de dirigeants décident.

— Parce qu'en 1944 déjà, alors qu'il faisait partie du gouvernement, il a appelé les travailleurs à la bataille de la production, remettant ainsi sur les rails le capitalisme vacillant.

C'est s'attaquer à certains intérêts privés sans supprimer les privilèges. Dans un tel projet, l'exploitation demeure. Si elle n'est plus le fait d'un patron privé, c'est celle du parti et de l'Etat.

Construire une force capable de s'opposer aux dangers de riposte de la droite

La gauche de part ses contradictions n'arrivera pas à résoudre la crise. Cela facilitera les entreprises réactionnaires de la droite ; de Chirac en particulier qui se prépare à provoquer le mouvement de masse.

Construire une force qui inscrive son action dans la perspective du socialisme

Dans le cadre de la société capitaliste, il n'y a pas de solutions durables à la crise pour les travailleurs. En effet, dans un monde en plein bouleversement, la crise touche particulièrement la France.

Sous les pressions des pays du Tiers Monde, qui luttent contre le pillage de leurs matières premières, et des deux superpuissances, qui se disputent la domination mondiale, la situation des capitalistes français est particulièrement difficile :

— Ils doivent faire face à une classe ouvrière combative ; se soumettre de plus en plus aux exigences des USA (Concorde, plan calcul, nucléaire, défense nationale).

— L'appareil industriel français est moins compétitif que celui des autres pays industrialisés, avec en plus des secteurs économiques retardataires (PME, agriculture, commerce).

Par les luttes d'aujourd'hui et celles de demain, la classe ouvrière fera l'apprentissage de la société que nous voulons : le socialisme.

Non pas la caricature que nous en voyons en URSS et dans les pays de l'Est ; mais une société où le pouvoir ne sera pas exercé par une minorité placée au-dessus des masses comme cela est aujourd'hui et comme le voudrait le PCF, mais sera exercé par les masses populaires dans une réelle démocratie.

TOUS ENSEMBLE CONSTRUISONS UN PUISSANT FRONT DE LUTTE ET D'ACTION

Le 12 mars : votez pour les candidats du F.U.P. : Daniel MARTIN — Roger FRETY

Constatant la présence de points de vue différents en son sein sur la position à prendre au deuxième tour, le F.U.P. en tant que tel a décidé de ne pas se désister.

Pour les élections, le F.U.P., dans la 8e circonscription a reçu le soutien de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

Imprimerie IPCC Paris